
Paradoxes algériens

Hocine Zahouane

Entre l'armée qui vient d'imposer brutalement son pouvoir en mettant fin au processus de démocratisation et le Front islamique du salut qui est soutenu par de larges secteurs de la population algérienne, il n'est pas simple de défendre les valeurs de la démocratie. C'est ce qu'explique Hocine Zahouane, vice-président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme.

— A propos des événements d'octobre 1988, vous avez dit récemment que les manifestants ne réclamaient pas la démocratie. Je trouve la formule paradoxale.

Oui, elle est paradoxale. Mais de fait, dans leurs mots d'ordre, les manifestants ne réclamaient pas la démocratie ; partis des quartiers populaires de Bab el Oued, ils avaient écrit sur leurs pancartes "Chadli assassin" et "Chadli voleur". Et ensuite, les cibles des manifestants étaient les symboles du pouvoir, les locaux administratifs, les voitures luxueuses, telles que les Mercedes ; puis, ils se sont tournés vers les résidences somptueuses, mais cette offensive a été arrêtée à temps. Je pense que si les émeutes avaient continué pendant trois/quatre jours on aurait brûlé des villas dans les quartiers résidentiels. La revendication d'une démocratie formelle était quelque chose de lointain. Les manifestants n'avaient pas conscience que la démocratie est un moyen d'empêcher le vol, d'empêcher les dirigeants d'être despotiques, en un mot d'atteindre la justice ; voilà pourquoi j'ai souligné que les masses qui avaient déferlé dans la rue n'étaient pas tellement préoccupées par la revendication du multipartisme.

— D'une certaine manière, le fait même d'être dans la rue est en soi une participation. Ce n'est pas une revendication de la démocratie, mais c'est tout de même la volonté de faire valoir, avec force, son point de vue...

N° 3 Printemps 1992

C'est vrai, mais quand je dis que pour ces gens là, la priorité c'était la justice sociale, il n'y a pas à mon avis de contradiction. Je voulais souligner aussi que ceux qui, en octobre 1988, étaient descendus dans la rue appartenaient aux couches populaires menacées de marginalisation en raison de la gravité de la crise économique. Ils sentaient, de façon confuse, qu'ils étaient au seuil de la marginalisation. Et c'est pour rejeter cela qu'ils sont descendus dans la rue en criant contre les institutions en place.

— *Peut-on aller jusqu'à dire que si l'Etat algérien avait encore disposé d'une forte capacité distributive, il n'y aurait pas eu du tout de revendication de démocratie dès lors que l'essentiel était acquis sur le plan économique et social ?*

Jé pense que cela aurait été plus lent mais la revendication démocratique commençait à pointer tout de même. Au fond, la situation algérienne est assez curieuse ; pendant longtemps, l'Algérie est apparue comme un pays équilibré, à la pointe du combat anti-impérialiste, qui faisait des choses sensationnelles. Et vous observerez que pendant près d'un quart de siècle, il n'y a pas eu de gros problème ; l'opposition qui s'était dressée contre le régime militaire après 1965 avait été très tôt neutralisée par la répression tandis que le gros des classes moyennes avait été récupéré et parfaitement intégré. La mobilité sociale à l'époque, dans les années 68/70, avait permis à la classe intellectuelle, aux couches moyennes de se sentir très heureuses, un tantinet patriotardes et orgueilleuses ; à cette époque là, on ne demandait pas la démocratie ; et, même, on la qualifiait d'ingrédient occidental ; je suis terriblement sévère envers cette couche ; sa lâcheté n'a pas de bornes ; le résultat que nous avons aujourd'hui vient en partie de cette lâcheté là ; ils ont eu des appétits de gros consommateurs, mais ils n'ont pas eu de besoins démocratiques. Je pense donc que s'il y avait eu la même manne, les mêmes moyens, la revendication aurait été beaucoup plus lente, beaucoup moins explosive en tout cas ; mais tout de même à partir des années 80 on a senti poindre des revendications désordonnées, que l'on pouvait qualifier de revendications démocratiques. La disparition de Boumediène, comme dans tous les systèmes totalitaires, a brutalement créé un vide, et les appareils momifiés par le chef, ont commencé à craquer ; nous avons assisté d'abord à une sorte de mouvement de secousse centrifuge à l'intérieur du système lui-même. Conflits de clans, réorientations, malaises... C'est à partir de cela que la société civile a commencé à avancer quelques revendications démocratiques, à commencer par les événements de Kabylie où un incident tout à fait banal — à savoir une conférence que devait donner un écrivain sur la poésie ancienne kabyle — a provoqué, à l'échelle régionale, un véritable mouvement populaire massif ; ensuite, tout au long des années 80, nous avons assisté à une agitation estudiantine très

forte tandis que les mouvements islamiques commençaient à se manifester. C'est aussi à cette époque que Ben Bella a créé le Mouvement pour la démocratie en Algérie ou encore que l'idée de la création de la Ligue des droits de l'homme a germé. Donc j'estime que s'il y avait eu les moyens matériels et financiers de garantir une certaine sécurité sur le plan économique et de maintenir une certaine mobilité sociale, en intéressant tout de monde, même de façon très inégale, ces revendications n'auraient pas pris une tournure aussi explosive.

— *Comment appréciez-vous la réponse du pouvoir aux événements de 1988. Vue de l'extérieur, on peut avoir le sentiment que cette réponse fut habile.*

Habile, par rapport à quoi ? L'habileté s'apprécie par rapport à un objectif ; on dit de quelqu'un qu'il est habile s'il sait bien agencer les éléments et les moyens pour atteindre une fin. C'est la question de fond; quelle fin voulait atteindre alors le pouvoir ? Sur le champ, elle était habile, la riposte; certains ont même parlé de gymnastique politique; on a fait de Chadli un homme extrêmement habile sur le terrain politique quand il a annoncé qu'il réformait la constitution, qu'il désignait un Premier ministre et, ensuite, quand il a annoncé, et promis une constitution. Les observateurs ont dit "quelle gymnastique", mais c'est vraiment génial pour un homme dont les Algériens savent qu'il n'avait pas une grande culture politique ; il reconnaissait lui-même qu'il n'avait jamais adhéré à un parti, et qu'il avait fait sa carrière uniquement à travers l'armée. Mais cette habileté lui a coûté son poste et son mandat sans compter qu'il est aujourd'hui menacé. Alors je pense que c'est une habileté tout à fait relative. Il faut bien comprendre que les événements de 88 ont été un tremblement de terre ; voilà un pays qui était serein, dont les dirigeants caracolaient avec une aisance, une sérénité tout à fait extraordinaires et qui, soudain, se réveille avec des convulsions terribles et inattendues. Quand octobre est arrivé, personne ne s'y attendait, absolument personne. A la veille de 88, par exemple, six mois avant, Chadli faisait un discours pour dire à la télévision : "La crise, nous ne connaissons pas ; le monde est frappé par la crise mais pas nous ; la crise est passée comme un nuage dans notre ciel..." Cela signifie qu'il était extrêmement serein et sûr de lui, comme ses amis et ses compagnons. Il ignorait qu'il ne voyait les choses qu'en surface. Pourquoi ? Parce que nous étions dans une société qui n'avait pas de mécanismes d'expression politique et que donc il ne pouvait pas y avoir de clignotants ; les clignotants étaient badigeonnés au noir. Il ne pouvait pas y avoir de signal. Le mouvement souterrain n'était pas perçu. Il fallait être extrêmement perspicace pour saisir la présence d'un véritable mouvement souterrain qui travaillait la société algérienne. Un mouvement consécutif au délabrement du système économique lié à une très mauvaise gestion de la rente pétrolière et à la modification du

paysage social algérien. Ce paysage de 1988 n'était pas du tout celui de 1975 ou même de 1978. Et quand on regarde la structure de la population algérienne, on constate un énorme bouleversement. En 1962, l'Algérie avait à peu près 9 millions d'habitants, au recensement de 1967, elle en annonçait 12 millions et depuis, on n'a plus eu de recensement. Aujourd'hui, l'Algérie a, sans doute, 26, 27 ou peut-être 28 ou 29 millions d'habitants, on ne sait pas très bien. Toujours est-il que les dernières élections nous ont donné un corps électoral de plus de 13 millions d'électeurs sans compter ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales et je crois qu'il y en a beaucoup. Et ce pays a près de 60% de sa population qui a moins de 25 ans. Vous voyez donc ce bouleversement en une période aussi courte. C'est cette force — la génération d'après guerre — qui est arrivée sur la scène avec des exigences qui n'ont pas été satisfaites.

Il y a eu aussi un remembrement de la carte socio-géographique qui ne pouvait donner que des explosions de ce genre. 40% de la population algérienne est concentrée dans les trois principales villes d'Algérie qui n'étaient pas du tout faites pour accueillir une telle masse. Les villes ont gardé leur ancienne infrastructure : elles étaient conçues pour 500 000 habitants et les voilà soudain appelées à contenir un, trois ou quatre millions d'habitants! Cela ne peut que conduire à des explosions. Par ailleurs, l'essentiel de la population (75%) se trouve sur la côte. Ce sont tous ces éléments que les observateurs, les analystes, les politologues algériens anesthésiés par une routine de plus de 25 ans n'ont pas perçus. Aussi lorsque l'explosion est arrivée tout le monde a été surpris ; personne ne s'y attendait. Il y avait, alors, deux possibilités après ces événements : ou bien s'engager dans une répression à l'iranienne de l'époque du Shah, c'est à dire tirer au canon et à la mitrailleuse pour faire des dizaines de milliers de morts — ce n'était pas exclu parce que le mouvement de protestation était très violent — ou bien imaginer une réponse politique comme l'a fait Chadli. On revient à son habileté dépourvue cependant de lucidité politique. A l'époque il a donc fait cette réponse mais elle procédait d'une vision erronée, fondée sur une méconnaissance de la société qui réduisait la politique à un simple jeu instrumental.

— Ce qui m'a beaucoup frappé dans les événements qui ont suivi les municipales puis les législatives, c'est le manque de lucidité politique des uns et des autres et du FLN en particulier. Ils n'ont pas vu venir les résultats ; qu'ils ne les aient pas vus au moment des municipales, je comprends mais, après le triomphe du FIS aux législatives...

Jusqu'au vendredi 27 décembre à 10 heures, les gens du pouvoir et du FLN criaient encore à la victoire. Si l'on reprend les émissions de radio à Alger, c'est très frappant.

— Ils n'avaient donc rien appris des précédentes élections ou des

manifestations...

Non, ils n'avaient rien vu ; ils étaient d'une cécité absolue mais cela s'explique : tous les systèmes monolithiques au bout d'un certain temps s'installent dans l'auto- satisfaction ; ils croient réellement que la réalité est conforme à leur propre vision.

— *Vous croyez que c'est seulement dans les systèmes monolithiques ?*

Non, mais dans les autres systèmes, il y a, périodiquement, une compétition qui ramène les gens à la réalité. En Algérie, pendant un quart de siècle les gens ont été habitués à voir les choses d'une seule manière. Prenez, par exemple, la loi électorale telle qu'elle a été concoctée par l'équipe de Chadli car lui est un peu étranger à toutes ces questions techniques ; il voit ça de très haut, c'est un épicurien qui ne s'embarrasse pas de ces questions techniques. Quand la loi électorale a été faite — et donc octroyée puisqu'elle a été votée par l'assemblée FLN — il y a eu le découpage ; les responsables des autres partis y compris du FIS ont dit : "Ils ont fabriqué du sur mesure pour assurer la victoire du FLN". Même les partis dits d'opposition, avaient une vision erronée de la situation. Ils ne voyaient pas que derrière les croquis du découpage, la réalité sociale était tout à fait différente de celle qui était perçue par les uns et les autres. Ce découpage répondait à la conviction des fonctionnaires de l'Etat, des services de sécurité et du FLN, qu'il y avait des zones acquises à 100 % au pouvoir du FLN et que, par conséquent, il fallait les surdoser en sièges ; c'est aussi simple que ça. Or, que s'était-il passé ? Ces zones là avaient entièrement basculé vers le FIS ; il n'y avait absolument aucun moyen de le savoir. Toutes les consultations précédentes avaient été menées par l'administration qui y inscrivait des résultats favorables au FLN. Quand les résultats sont tombés, on a découvert que la loi a finalement joué en faveur du FIS. J'ai relevé les chiffres : il a fallu 17 000 votants pour élire un député du FIS et 107 000 pour élire un représentant du FLN.

Tout cela parce que c'est la première fois qu'il y avait une expérience réelle sur le terrain ; il faut aussi souligner que c'est l'une des consultations les plus libres et les plus paisibles que j'ai vues. Je regarde les campagnes électorales en France : il y a des heurts. Là bas, par exemple, les gens du FIS tenaient un meeting sur la place publique, et au moment où ils devaient céder la place à une autre formation, ils pliaient leur banderole et partaient ; puis, ils revenaient s'installer au même endroit... en plein centre d'Alger. C'est donc l'une des consultations les plus pacifiques qu'il y ait eu ; c'est pour cette raison qu'elle constitue un grand révélateur : les gens doivent prendre cela aujourd'hui comme une très grande leçon, pour leurs analyses comme pour leurs prospectives.

— *Dans ces élections il y a eu tout de même une chose surprenante (très comparable à ce qui s'est passé en Tunisie) : la faiblesse de ce que l'on*

pourrait appeler l'opposition démocratique ; elle obtient des résultats assez dérisoires...

Parce qu'elle n'existe pas.

— Ce doit être un sérieux problème pour vous, non ?

Oui, c'est un gros problème et sur ce plan je suis très critique : ce que l'on appelle l'opposition démocratique, n'en est pas une ; ceux qui se disent démocrates ne le sont pas. Dans le langage politique algérien de l'après 1988, il y a une notion qui m'a énormément frappé, celle de *gueux*. Ces gens là ont peur des *gueux*. Ils ont peur de ceux qui ont voté pour le FIS. Ils ne les ont jamais considérés comme une clientèle mais comme des ennemis ; pour les considérer comme une clientèle il faut aller vers eux, dans les quartiers populaires, pour leur parler. Il faut chercher à s'implanter et donc payer de sa personne. Cela n'a jamais été fait ; ils se sont cantonnés dans les couches dites aisées, les médecins, les avocats, les ingénieurs, ou les fonctionnaires, mais il leur répugne d'aller vers le peuple, d'aller dans les quartiers populaires, d'aller dans les bidonvilles, de recruter là bas, d'affronter les problèmes de ces populations, et lorsque le raz de marée est venu, c'est la crainte qui les a pris. Par une sorte d'auto-mystification, avant le scrutin de décembre, on a gratifié des formations politiques appendiciaires de chiffres faramineux : 50, 80 députés... ils en ont eu 0 ; c'est terrible ! voilà le fond du problème. Pourquoi appellent-ils, aujourd'hui, les chars contre le FIS ? C'est parce qu'ils ont peur des *gueux* et qu'ils sont incapables d'aller sur le terrain porter leur message de démocrates, autrement qu'en caracolant à la télévision, de façon privilégiée, ou en remplissant des pages et des pages de journaux. La conclusion qu'il faut en tirer : c'est que les gens qui se disent démocrates, aujourd'hui en Algérie, ne le sont pas.

— J'ai le sentiment que l'opposition démocratique, en Algérie comme en Tunisie, regroupe surtout des gens formés en France qui raisonnent un peu en circuit fermé par rapport à leurs réseaux d'influence eux-mêmes liés à la France. On a même parfois l'impression qu'ils décalquent des attitudes et des pratiques liées à notre système politique sans chercher à prendre en compte les spécificités de leur propre société... Etes-vous d'accord avec cette remarque ?

Absolument. Plus en Algérie peut-être qu'en Tunisie, les gens sont sous les oeillères de la formation reçue en France ; on reproduit les gestes des personnels politiques français. C'est curieux. Pourquoi ? D'abord il y a une forte influence culturelle française en Algérie, ensuite les médias français en Algérie sont très présents, plus que les médias algériens. Cela s'explique parfaitement. Pendant longtemps la télévision algérienne a écoeuré les Algériens et, depuis maintenant sept ou huit ans, ils se sont rabattus sur les télévisions extérieures — surtout les chaînes françaises — grâce au système de l'antenne parabolique.

Tout ceci ne peut que renforcer le FIS, parce qu'au fond il y a presque deux mondes sur le plan politique, celui qui est complètement ancré sur la France et celui enraciné dans une autre réalité, celle des grandes villes où se trouve toute cette masse que je vous ai décrite et qui est laissée aux missionnaires du FIS. Le FIS n'a pas besoin de faire beaucoup d'effort : il lui suffit de se laisser porter par la réalité avec les mosquées qui poussent dans les quartiers populaires et les hommes de religion qui font des prêches. Après il n'a plus qu'à ouvrir un petit bureau pour accueillir les nombreux sympathisants. Les choses commenceront à changer le jour où il aura en face de lui une formation authentiquement populaire qui prenne en charge les besoins de ces masses et qui fasse un travail en profondeur.

— *Là-dessus le FIS a des longueurs d'avance...*

Il a beaucoup d'avance. Seulement il est, à mon avis, travaillé par beaucoup de contradictions. S'il brille dans la contestation et la critique du pouvoir, en fait d'organisation, de gestion, de programme ou de perspectives, il est très limité; il ne fait que revenir à des schémas archaïques et inopérants qui renvoient aux profondeurs de l'époque ante-moyennéageuse.

— *Cela nous amène à une question fondamentale sur la nature du FIS ?*

La nature du FIS ne tient pas à une vision politique pré-établie mais à sa base sociale. Cette base sociale est foncièrement plébéienne ; ce sont les quartiers populaires, les bidonvilles, et surtout, j'insiste là-dessus, la grande masse des populations qui ne sont pas insérées dans des réseaux économiques et sociaux stables. C'est cette masse flottante aux activités précaires, qui n'est pas pauvre parce que les reliquats de l'époque de l'assistanat social demeurent encore, qui constitue la base essentielle du FIS ; et cette base est foncièrement autoritaire et intolérante ; elle ne s'embarrasse pas de la complexité démocratique ; au pire, elle ne la supporte pas, elle ne peut pas la supporter sans une éducation, sans un encadrement, sans un enserrement dans des normes tissées par une formation politique solide ; ces masses-là ne peuvent pas être démocrates, donc par ce côté le FIS n'est pas démocrate. Mais, d'un autre côté, le FIS fait une critique radicale du système tel qu'il a fonctionné ; il s'attaque à la corruption, au vol, à l'amoralisme, et surtout, sur le terrain, il fait un travail de proximité et d'assistanat extraordinaire. Je vais citer des exemples, c'est incroyable. Quand il y a eu le tremblement de terre du côté de Tipasa, le FIS était sur le terrain alors que l'Etat était absent ; c'est le FIS qui a amené les couvertures, les denrées, les tentes et tout ce qui était nécessaire dans les heures qui ont suivi le cataclysme.

Dans les quartiers populaires, il développe des initiatives de solidarité en renouant ainsi avec une vieille tradition islamique qui fait qu'on n'abandonne pas un membre de la communauté. Dans les

hôpitaux, ils vont porter la soupe aux malades, donner de la viande, sortir les enfants pour les promener dans les jardins publics avant de les ramener dans leur lit d'hôpital ; c'est tout ce travail là qui fait le poids du FIS.

Des couches moyennes d'origine populaire, des intellectuels, des ingénieurs, des médecins, des universitaires, des étudiants ont été fascinés par ce travail en direction de la société. Alors, comment définir le FIS ? ce n'est pas facile. Mouvement populaire autoritaire, efficace sur le plan social. Sera-t-il démocratique, ou sera-t-il fascisant ? Bien malin sera celui qui répondra à cette question; je dis seulement que les fameux démocrates en question feraient mieux d'aller préparer une lutte avec le FIS sur le terrain et non pas avec des chars.

— *Cela nous amène évidemment au coup d'Etat ; quelle analyse en faites-vous ? Comment percevez-vous ses conséquences par rapport aux problèmes que vous venez de poser ? Comment jugez-vous le fait qu'il ait eu lieu entre les deux tours ?*

Parmi les hypothèses qui étaient envisagées au lendemain du premier tour, j'avais demandé à mes amis de la Ligue d'intégrer celle d'un arrêt du processus électoral. Ils avaient sursauté : "Ce n'est pas possible, après ce qui s'est passé, il est hors de question que quelqu'un s'avise de faire un coup de force". J'ai dit : "Placez cette hypothèse au rang que vous voulez, mais je considère que ce serait une erreur de l'écarter". Alors pourquoi cet arrêt du processus démocratique ? Je pense qu'il est dû à la surprise provoquée par le raz de marée du FIS. Cela a brisé l'illusion des gens du pouvoir qui ont crû, jusqu'à la dernière minute, qu'ils seraient capables de le conduire à leur avantage. Quand ils ont découvert la réalité, ils ont été pris de panique.

— *On revient à l'aveuglement dont nous avons parlé...*

Absolument. S'ils s'étaient préparés auparavant à combattre le FIS sur le terrain avec une vision réaliste de la réalité, ils n'auraient pas réagi de cette façon. Passé le moment d'abattement, ils ont eu la volonté de donner un coup d'arrêt. Pourquoi entre les deux tours ? Parce que la panique était telle qu'ils n'ont voulu courir aucun risque. Et certainement pas le risque d'un second tour. Ils ne voulaient, à aucun prix, d'une situation dans laquelle le FIS serait appelé à former le gouvernement. Les autorités étaient trop peu sûres d'elles-mêmes pour affronter un tel défi, alors qu'il y avait de multiples garde-fous : le Conseil constitutionnel, c'est à dire le contrôle de la constitutionnalité des lois, la possibilité d'une négociation pour la formation du gouvernement, le domaine réservé du chef de l'Etat (la Défense nationale et les Affaires étrangères), son pouvoir de contre-seing ... Il y avait donc beaucoup de garde-fous, mais on n'avait pas confiance dans la capacité de Chadli à les utiliser. C'est pourquoi il a été renversé. Ce qui me scandalise, c'est que ce chef d'Etat est resté treize ans à la

tête de l'Algérie. On l'a laissé liquéfier l'Etat algérien pour réagir aujourd'hui de cette manière.

— *Ce n'est pas surprenant, compte tenu de ce que vous disiez sur la perception qu'ils avaient tous de la société algérienne.*

Ce n'est pas logique de tenir un tel discours, imposer au peuple algérien un tel homme pendant treize ans et dire, ensuite, qu'il est incapable de faire face à une situation de cette nature ; d'autant que parmi les garde-fous, il ne faut pas oublier les autres formations politiques : elles ont eu un peu plus de trois millions de voix. Le FIS aurait eu une majorité mais elle n'aurait pas été écrasante.

— *En voix, oui mais pas en sièges. A l'assemblée, il aurait eu une majorité abolue. Et on gouverne avec des sièges, pas avec des voix.*

C'est exact, le FIS aurait pu faire aisément adopter ses lois mais elles pouvaient être déferées au Conseil constitutionnel. Au fond, je pense que ce qui a été déterminant dans la réaction contre le FIS, ce n'est pas tant le problème des libertés, mais bien davantage, la crainte qu'il ne s'attaque rapidement au système des avantages acquis ; ces avantages énormes sont autant de rentes et de situations construites sur le vol et le pillage du patrimoine national...

A propos des conséquences du coup d'Etat : je comprends parfaitement ceux qui pensent que c'est un mal nécessaire parce que le FIS constituait une menace très grave pour les libertés. Seulement, ce raisonnement pêche par contradiction. Si le FIS en est arrivé à ce stade alors qu'il n'était rien il y a dix ans, c'est parce qu'il y a eu un système qui a bloqué la société algérienne à tous les niveaux ; un système qui, à la longue, a secrété sa propre dégénérescence. J'ai en tête l'étude d'un sociologue qui montrait que les chefs d'entreprise américains choisissaient toujours des collaborateurs inférieurs à eux-mêmes. Nous pouvons parfaitement transposer ce schéma en Algérie, surtout au niveau politique : vous avez un chef d'Etat qui a choisi ses collaborateurs de cette façon ; quand il meurt ou disparaît c'est l'un d'entre eux qui le remplace, celui-là reproduit le schéma, à un niveau inférieur. C'est cela qui est terrible.

Maintenir un tel système, qui a permis la sécrétion du FIS, ne peut pas déboucher sur quoi que ce soit. On peut gagner du temps, mais à la longue il ne peut pas y avoir d'ouverture démocratique s'il n'y a pas un retour aux jeux naturels des forces sociales. Avec ce coup d'Etat, nous allons avoir un blocage beaucoup plus fort, beaucoup plus tendu avec des risques d'explosions beaucoup plus terribles. Je pense au schéma iranien. Khomeiney n'est pas descendu du ciel, comme ça. Non, Khomeiney est venu des entrailles de la terre iranienne. Cela veut dire que pendant une trentaine d'années le Shah a bloqué la société iranienne en exterminant toutes les velléités démocratiques comme toutes les tentatives de libre expression intellectuelle et il a laissé refluer le besoin

d'expression et les mécontentements vers les mosquées ; rappelez vous, 1963. A Téhéran la première manifestation avec des milliers de morts sur le terrain. A cette époque, Khomeiny avait brandi un linceul et avait marché sur le palais du Shah en revendiquant le respect de la constitution, octroyée par le Shah. On l'a condamné à mort ; on ne l'a pas exécuté mais on l'a exilé. Quinze ans plus tard, il y a eu six millions d'Iraniens dans la rue.

— *Vous pensez donc que cela peut conduire à un renforcement du FIS ?*

Pas forcément du FIS puisqu'il est désormais interdit, mais de courants protestataires qui seront forcément intolérants et violents ; c'est ça le problème.

— *On risque donc de sécréter un autre FIS, peut être plus dur encore que celui-ci ..*

Oui, sous une autre forme, c'est cela le grand danger. C'est pourquoi nous disons aujourd'hui : "Halte, ouvrez les yeux, il faut épargner de nouveaux drames au pays".

— *Mais vous croyez qu'un pouvoir qui est resté si longtemps aveugle et qui a fait des erreurs majeures jusqu'au dernier moment peut avoir les ressources nécessaires pour changer d'orientation ?*

Sincèrement, pour être franc avec vous, je ne le crois pas. Philippe de Saint-Robert disait qu'on ne peut pas se connaître avant d'avoir désespéré. Je crois qu'il a vu juste. J'ai désespéré pendant un certain temps, mais maintenant ce désespoir doit se transformer en lucidité et en des raisons de se battre. S'il doit y avoir des dégâts, il faut qu'il y en ait le moins possible. C'est cela la question majeure et c'est pour cela que notre Ligue appelle 1) à ce que les camps de concentration soient fermés le plus tôt possible car c'est une honte pour l'Algérie. Nous ne pouvons rien, absolument rien, régler par les camps de concentration. 2) A ce que soient réunies le plus tôt possible les conditions d'un redémarrage du processus démocratique. Il est impossible de revenir au 26 décembre puisque désormais il y a une situation de fait, mais il faut reprendre le jeu démocratique pour désamorcer toute cette masse de rancœur, de violence et d'enfermement que les Algériens sont en train d'accumuler. 3) Que l'on réforme, au besoin, tout le système institutionnel, qu'on multiplie les garde-fous, qu'on fasse appel à des gens courageux et décidés qui n'ont pas de carrière à préserver. Il n'y a pas d'autres moyens. Est-ce que Boudiaf peut faire ça, je le souhaite pour lui ; s'il ne le fait pas il finira mal.

— *Comme vous avez des responsabilités au sein de la Ligue de défense des droits de l'Homme je voudrais vous demander comment une organisation de cette nature peut se situer dans un tel contexte... J'imagine que vous devez être débordés par les appels... Comment cela se passe-t-il ?*

La ligue est née dans l'opposition à un moment où les associations

n'étaient absolument pas tolérées. Quand l'initiative a été prise de la créer dans les années 1984-1985, la répression est venue aussitôt. Ses dirigeants ont été arrêtés et traduits devant une Cour spéciale. La Ligue est marquée par les conditions de sa naissance et, depuis, elle a fondé son existence sur l'exigence de son 'indépendance absolue face au pouvoir comme face aux partis politiques. Vous avez peut-être ici ou là, chez nos voisins, des Ligues qui sont sous l'influence du gouvernement ou d'un parti politique. Notre Ligue a des règles de fonctionnement qui ont été conçues pour lui assurer cette totale indépendance. Ainsi, par exemple, un responsable de parti politique ne peut, à aucun moment, assumer une responsabilité importante au sein de notre organisation. Il peut militer mais il ne pourra jamais assumer une responsabilité tant qu'il aura une fonction de direction dans un parti politique. Et inversement, un responsable de la Ligue peut militer dans un parti, mais il ne doit, à aucun moment, accéder à des responsabilités dans ce parti sans se démettre des charges qu'il a au sein de la Ligue. Cette position nous conduit à avoir des rapports très tendus avec le pouvoir. Le pouvoir nous considère comme des opposants alors que c'est absolument faux. A ce jour, nous ne disposons toujours pas de locaux à Alger, alors que la dernière des formations politiques en est dotée, y compris le FIS. Par ailleurs, il faut reconnaître qu'au sein de la population, les droits de l'Homme ne sont pas tellement perçus comme une valeur. Longtemps, par exemple, la clientèle du FIS, nous a objecté que c'était une importation de l'Occident et c'est pourquoi nous avons eu de multiples polémiques avec les religieux... Au fond, pour le menu peuple que représente une organisation qui prétend défendre les droits de l'Homme? La possibilité d'un recours à une autorité. Donc ils nous perçoivent comme étant liés d'une certaine manière au régime ; comme si le pouvoir que nous représentons à leurs yeux avait été délégué par le gouvernement... C'est cette vision qui prédomine dans les sociétés non-différenciées qui n'ont pas de traditions démocratiques. Les événements des dernières années dans lesquels la Ligue s'est retrouvée seule sur des positions courageuses ont conduit les gens à ouvrir les yeux.

Ils commencent à dire : "Ces hommes-là apportent quelque chose ; ils ne sont pas du pouvoir, ils ne sont pas inféodés et ils disent ce que personne ne dit, c'est courageux".

Voilà où nous en sommes. C'est une situation difficile mais, en même temps, une situation ouverte ; et je suis convaincu que si la Ligue avait plus de moyens qu'elle n'en a actuellement, elle s'implanterait de façon foudroyante au sein des populations. Récemment dans l'Est algérien, nous avons implanté une section; après les événements, en l'espace de quelques jours, nous avons eu des centaines d'adhésions.

La Ligue pourrait être le lieu où viendraient se fondre, aujourd'hui,

toutes les bonnes volontés pour créer un Etat de droit et des institutions en Algérie, c'est à dire une structure de régulation pacifique des conflits au sein de la société. Ce n'est pas facile : nous sommes écrasés, nous payons de nos deniers nos activités, nous n'avons pas de subventions, nous n'avons pas de local, nous sommes boycottés par la presse, mais je crois qu'il faut continuer puis passer un peu le flambeau à la jeune génération.

Entretien conduit par
Jean-Paul Chagnollaud

Hocine Zahouane est avocat et vice-président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme.